



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE
Communauté de communes Les Vals du Dauphiné

DÉCISION DU PRÉSIDENT N°2024-139

OBJET : Développement territorial - *Tourisme* - Demande de subvention au Conseil Départemental de l'Isère pour l'actualisation de la signalétique PDIPR

Monsieur le Président de la Communauté de communes Les Vals du Dauphiné

VU l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la délibération n°2023-129 en date du 6 juillet 2023, par laquelle le Conseil communautaire l'a chargé, par délégation, de solliciter auprès de tout organisme financeur l'attribution de subventions en intégrant les éléments nécessaires à la constitution du dossier,
VU la délibération n°2024-105 du Conseil communautaire du 23 mai 2024 relative à la dernière actualisation des itinéraires inscrits au PDIPR,
VU le règlement du PDIPR de l'Isère du 23 mai 2019 détaillant le dispositif de subventions du Département,
CONSIDÉRANT la nécessité de mettre à jour la signalétique des itinéraires inscrits au Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnées (PDIPR) à savoir les poteaux de carrefours, les lames directionnelles, les bagues de localisation, les panneaux réglementaires, les jalons de balisage, les relais d'information randonnée,

DÉCIDE

Article 1^{er} : Il est sollicité le soutien financier du Conseil Départemental de l'Isère d'un montant de 23 260,25 € HT pour l'actualisation de la signalétique PDIPR détaillée dans le dossier de demande de subvention. Le plan de financement est le suivant :

Financier	Montant (HT)
Département de l'Isère	23 260,25 €
Communauté de communes	9 968,69 €
Total	33 228,94 €

Article 2 : La Directrice Générale des Services de la Communauté de communes Les Vals du Dauphiné est chargée de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis à Monsieur le Sous-Préfet de La Tour du Pin.

Article 3 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble, ou via l'application « Télérecours Citoyens » sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de 2 mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité, de sa publication, ou le cas échéant, de sa notification.

Dans ce même délai, il peut être déposé un recours gracieux auprès du Président, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux. Ce recours n'est pas suspensif à l'exécution du présent acte.

Acte rendu exécutoire par :
- dépôt en Sous-Préfecture/télétransmission
le 09/09/2024
- publication et/ou notification
le 09/09/2024

Fait à La Tour du Pin
le 05 septembre 2024

Le Président




Bernard BADIN